

Arrêtons la machine de guerre libérale

LIBÉRONS-NOUS

DE L'OCCUPATION FINANCIÈRE

Trop, c'est trop. Nous nous sommes mobilisés contre le contrat première embauche (CPE). Nous avons dit non à l'Europe de 2005 et Nicolas Sarkozy nous a imposé la même chose en 2007. Nous avons élu François Hollande en 2012 et il a trahi son discours du Bourget en 2013. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus accepter d'être offensés et humiliés. Ça suffit !

C'est toute la loi El Khomri qu'il faut d'abord enterrer. Elle ne fait que détruire, **nous devons construire un monde libéré de la City, de Wall Street et de leurs colabos français et européens.**

REJETONS UNE LOI FAITE CONTRE LES TRAVAILLEURS :

- Le plafonnement des indemnités en cas de licenciement abusif **revient à détruire le CDI.**
- Les difficultés justifiant un licenciement économique couvrent un champ si vaste et leur période de référence est si souple que **les entreprises reçoivent de fait un feu vert pour licencier.** Pire encore, le texte prévoit que les multinationales pourront ne prendre en compte que les « difficultés » de leurs filiales sur le sol français, **après avoir siphonné leurs profits vers les paradis fiscaux.**
- **Un temps de travail à rallonge,** avec notamment la possibilité de faire travailler 10 heures par jour un apprenti mineur sans demander l'aval de la médecine du travail.
- Au lieu de protéger par le haut, la loi inverse les choses en permettant à l'entreprise de se soustraire au droit du travail par de multiples exceptions. **On pourra ainsi, par un accord d'entreprise ou de branche, baisser les salaires et réduire à 10% la majoration des heures supplémentaires,** au besoin en organisant un référendum d'entreprise que pourront exiger des syndicats minoritaires ne représentant que 30 % des salariés.
- Pire que tout, **l'article 23, « spécial Uber », livre de fait les travailleurs à la dépendance envers les plateformes numériques.**

Un gouvernement « de gauche » s'est ainsi soumis à la mondialisation financière dont il est lui-même devenu

le collabo précaire. **Le capitalisme financier vise à ubériser tout,** faisant travailler hors de tout droit et de toute protection. Le gouvernement se fait lui-même ubériser ! **C'est donc une politique de libération nationale qu'il nous faut** pour répondre aux trois grands défis devant nous : le krach financier, le monde du numérique et de la robotique et le risque de guerre si nous laissons les prédateurs au pouvoir dans le monde occidental.

IMPOSONS UNE VRAIE POLITIQUE DU TRAVAIL

1 Arrachons le pouvoir à la City, Wall Street et leurs colabos français en coupant les banques en deux pour sauver nos dépôts qu'on veut y saisir et assurer que l'argent aille au financement de l'économie réelle et non au puits sans fond de la spéculation.

2 Exigeons **une vraie politique de crédit public avec une banque nationale,** redonnant à l'économie les bases d'une reprise de fond.

3 Imposons **une planification qui nous indique quoi produire, comment et pour qui,** sans laisser décider pour nous.

4 L'Union européenne actuelle, le système de l'euro et l'OTAN interdisent cette politique du travail, **c'est pourquoi il faut en sortir.**

5 Le repli national est une illusion et la France ne peut faire seule : inspirons donc les autres et trouvons des alliés ! **Ce sont les peuples européens et les pays membres des BRICS, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, qui veulent une autre politique.** Nous devons en appeler à eux pour refaire l'Europe et le système économique mondial en marchant la tête économique haute et les jambes financières en bas.

Quand les joueurs jouent et trichent contre les peuples, **il faut changer la règle du jeu.** Le combat contre la loi El Khomri nous en donne l'occasion. Saisissons-la ! **La France n'a de sens que si elle sert la cause de l'humanité et du progrès contre ses occupants.**

C'est en allant de l'avant jusqu'au fond des choses qu'on rend la victoire possible !